

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

--	--	--	--	--	--

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVE PARTICULIERE (CCAP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la transition écologique - Direction Générale de l'Aviation Civile – Secrétariat
Général - Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Le Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC/Pf) représenté par le Directeur
du SEAC/Pf

La Maîtrise d'ouvrage

La division technique du Service de la Navigation Aérienne (DT/SNA)

La Maîtrise d'œuvre

La division du Patrimoine de la Logistique et de l'Ingénierie du Département des Ressources et de l'Ingénierie (DPLI/DRI)

La conduite d'opération

La subdivision ingénierie et Etude de la division du Patrimoine de la Logistique et de l'Ingénierie du
Département des Ressources et de l'Ingénierie (SIE/DPLI/DRI)

Objet du marché

Aéroport de TAHITI FAA'A – Zone Nord

Projet de construction d'un bâtiment dédié aux salles énergie du SNA pour les besoins du SEAC/PF

- **Marché à procédure adaptée** en application de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier

des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de travaux.

- Le présent CCAP comporte _25 pages et _0__ annexe(s).

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de juillet 2025 (mois zéro).

Cahier des clauses administratives particulières

Sommaire

1. ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1. Préliminaires	5
1.2. Objet du marché	5
1.3. Décomposition en tranches et en lots en sections techniques	5
1.4. Intervenants et forme des notifications	6
1.5. Dispositions générales	7
2. ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
2.1. Pièces particulières contractuelles	8
2.2. Pièces particulières non contractuelles	8
2.3. Pièces générales	9
3. ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	9
3.1. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	9
3.2. Variation dans les prix	11
3.3. Augmentation du montant des travaux	12
3.4. Prestations similaires	13
4. ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	13
4.1. Délai d'exécution	13
4.2. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance	14
4.3. Autres pénalités	15
5. ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	16
5.1. Avances	16
5.2. Retenue de garantie	16
6. ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE ENCHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
6.1. Provenance des matériaux et produits	16
6.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	17
7. ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES	17
7.1. Piquetage général	17
7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	17
7.3. Mesure de sûretés, badges et titres de circulation	17

8. ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	18
8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	18
8.2. Echantillons, notices techniques, pv d'agrément	19
8.3. Études d'exécution des ouvrages	19
8.4. Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément.....	19
8.5. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	19
9. ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	21
9.1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux 21	
9.2. Réceptions des ouvrages	21
9.3. Documents fournis après exécution	22
9.4. Délai de garantie.....	22
9.5. Garantie particulière	23
9.6. Assurance.....	23
10. ARTICLE 10. LITIGES	23
11. ARTICLE 11. RESILIATION	23
12. ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

Dans la suite du présent document le « Maître de l'ouvrage » est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Il est rappelé que le terme de « marché public » désigne « les contrats conclus à titre onéreux par un acheteur ou une autorité concédante, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Les contrats de la commande publique sont les marchés publics et les concessions définis au livre Ier de la première partie, quelle que soit leur dénomination. Ils sont régis par le présent code et, le cas échéant, par des dispositions particulières » conformément à l'article L2 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

1. ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Préliminaires

Le cahier des clauses administratives générales Travaux (C.C.A.G Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché. Les éventuelles dérogations à ce document appliquées par le présent CCAP sont rappelées tout au long du présent document.

1.2. Objet du marché

Les prestations objet du présent marché concerne les travaux de construction d'un bâtiment dédié aux salles énergie du SNA pour les besoins du SEAC/PF - Aéroport de Tahiti Faa'a, en zone nord.

Les travaux et les spécifications techniques sont indiqués dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propres à chaque lot.

Le lieu d'exécution des prestations est l'aéroport de Tahiti Faa'a, en zone nord sur le motu Tahiri.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage. (Conformément à l'article 3.5.2 du CCAG Travaux).

1.3. Décomposition en tranches et en lots en sections techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de décomposition en sections techniques.

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 4 lots désignés ci-après qui sont traités par marchés séparés.

Le démarrage de chaque délai est notifié à l'entreprise par ordre de service.

Désignation	
Lot 1	GO
Lot 2	Charpentes, couverture
Lot 3	VRD
Lot 4	Etanchéité toiture terrasse

1.4. Intervenants et forme des notifications

1.4.1. Communication du Maître d'œuvre au titulaire

L'ordre de service (OS) est le mode de correspondance du maître d'œuvre (MOe) avec l'entreprise titulaire d'un marché public de travaux pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Cette durée s'étend de la date de notification du marché jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

1.4.1.1. Définition et objet des ordres de services

Un ordre de service est établi pour faire connaître à l'entrepreneur toutes les dispositions de conduite des travaux émanant du maître d'œuvre et transmettre le cas échéant les décisions ou mises en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

Il doit être écrit, signé, par le maître d'œuvre ou son représentant, daté et numéroté.

1.4.1.2. Expédition des ordres de service à l'entrepreneur

L'OS est adressé à l'entrepreneur ou en cas de groupement au mandataire, en deux exemplaires. L'entrepreneur en conserve un exemplaire pour son propre usage. Une copie de chaque OS à destination de l'entrepreneur est adressée au représentant du maître d'ouvrage par le maître d'œuvre sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple.

L'entrepreneur retourne immédiatement un exemplaire original au maître d'œuvre après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu. Une copie est adressée au représentant du maître d'ouvrage sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple.

Si l'ordre de service appelle des réserves de la part de l'entrepreneur, celui-ci doit, sous peine de forclusion, adresser par écrit avec l'ordre de service correspondant, l'objet de sa réserve au maître d'œuvre conformément à l'article 3.8.2 du C.C.A.G. Travaux. L'entrepreneur adresse une copie des réserves et des documents transmis à l'appui de ces réserves, au représentant du maître d'ouvrage.

Dans le cas d'une notification au titulaire de décisions qui font courir un délai ou établissent un point de départ pour des pénalités, les ordres de service seront notifiés par la maîtrise d'œuvre soit par envoi dématérialisé, avec accusé de réception, à l'adresse courriel du titulaire mentionné dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé.

1.4.1.3. Enregistrement et archivage des OS par le maître d'œuvre

Durant la période d'exécution du marché et jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA), le maître d'œuvre conserve les ordres de service originaux et tient une liste de ces ordres à jour. Celle-ci doit pouvoir être communiquée à tout moment au RPA sur sa demande.

1.4.2. Communication du RPA au titulaire

Par dérogation à l'article 3.1 du C.C.A.G. Travaux, la notification au titulaire des décisions ou informations du RPA pourront être notifiées soit par envoi dématérialisé, avec accusé de réception, à l'adresse courriel du titulaire mentionné dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé.

1.4.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par les articles L2193-1 et suivants, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

1.4.4. Conduite d'opération

La fonction de conduite d'opération est assurée par : SEAC.PF / DRI / DPLI

Le conducteur d'opération ne dispose d'aucune délégation de signature du maître de l'ouvrage et n'est pas habilité à prendre de décision au nom de celui-ci.

1.4.5. Maîtrise d'Œuvre

La fonction de Maîtrise d'Œuvre est assurée par : SEAC.PF / DRI / DPLI

La maîtrise d'œuvre est accompagnée les bureaux d'études : Polynésie ingénierie et C3R.

Elle prévoit notamment les missions VISA, DET et AOR.

Les études d'exécution (EXE) ainsi que les documents des ouvrages exécutés sont à la charge des entreprises.

1.4.6. Contrôle technique

Sur la présente opération, le contrôle technique est assuré par le **bureau contrôle Véritas**.

1.4.7. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Sur la présente opération, le CSPS est assuré par le **bureau SPS Polynésie**.

Il est désigné(e) dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le titulaire devra remettre un PPSPS au cours de la période de préparation.

Ce document est obligatoire pour réaliser des travaux dans l'enceinte aéroportuaire. Il doit être complété par chaque titulaire de lot lors de la phase de préparation de chantier, puis diffusé par le maître d'ouvrage à tous les acteurs de l'opération avant le démarrage des travaux.

Tous les sous-traitants doivent être intégrés dans le plan de prévention du SEAC/Pf.

Après l'installation de chantier, dans le cadre du plan de prévention, une inspection commune préalable (ICP) est prévue et obligatoire pour chaque titulaire avant le démarrage de l'exécution de son lot.

Selon la nature des prestations (interventions devant générer des points chauds), un permis feu est obligatoire sur la plateforme aéroportuaire. Parmi les documents de consultation figure un modèle de permis feu. Il doit être complété par les titulaires de lot concernés lors de la phase de préparation de chaque intervention le nécessitant. Ce document doit être approuvé et signé le maître d'ouvrage avant démarrage des prestations.

1.4.8. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur (RPA) est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le directeur du SEAC/PF.

1.5. Dispositions générales

1.5.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

1.5.2. Responsabilités et Assurances

1.5.2.1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur.

1.5.2.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

1.5.2.3. Assurances de responsabilité civile décennale

Le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation.

1.5.2.4. Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires fournissent une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils adressent ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

2. ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes

2.1. Pièces particulières contractuelles

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot et les plans qui y sont liés ;
- Le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4-1.2 du présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Les décompositions du prix global et forfaitaire ;
- Attestation de visite du site.

2.2. Pièces particulières non contractuelles

- Un mémoire technique, accompagné d'une lettre d'engagement de moyen dédié à l'opération (datée et signée), permettant d'apprécier les moyens humains et matériels que l'entrepreneur mettra en œuvre pour l'exécution des travaux. L'aspect synthétique de ce mémoire sera apprécié. Il devra comporter un maximum de 20 pages par lot (10 feuilles recto/verso). Le mémoire comprendra notamment :
 - ✓ Des Indications concernant les procédés et moyens techniques envisagés ;
 - ✓ La liste du matériel qui sera affecté au chantier ;

- ✓ Un plan d'assurance qualité
- ✓ Un planning prévisionnel d'exécution du chantier
- ✓ Le plan de charge de l'entreprise sur les 12 prochains mois
- ✓ Des indications concernant la provenance des matériels et matériaux (fiches techniques à l'appui) mis en œuvre ainsi que les références des fournisseurs correspondants,
- ✓ Toutes autres informations qu'il jugera utile (sécurité du chantier, opérations en site avec contraintes, site protégé...)
- ✓ Volet environnemental : Une notice retraçant le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets de Chantier (SOGED). Cette notice comprendra :
 - a. Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - b. Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
 - c. Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux ;
 - d. Les moyens propres et l'organisation de l'entreprise sur les modalités d'élimination, de retraitement et de valorisation des déchets relatifs à ce chantier.

2.3. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix MO, tel qu'il est défini dans l'acte d'engagement. Ces documents sont les suivants :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux publics et les fascicules s'y rapportant ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de bâtiment et les fascicules s'y rapportant ;
- Les normes françaises ;
- Les documents techniques unifiés (DTU) ;
- Les règles professionnelles ;
- Les avis techniques de la DGAC.

3. ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.1.1. *Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :*

- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination

des déchets conformément à la législation en vigueur et au Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ;

- Le chargement, le transport, le déchargement, la manutention des ouvrages par tous moyens adaptés, les engins de levage nécessaires, les nacelles d'accès, l'aménagement d'une aire de stockage...;
- Les diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant les travaux ;

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant le lieu d'exécution.

L'entreprise ou son représentant est réputé connaître pour s'en être personnellement rendu compte sur site :

- De la nature des lieux ;
- Des contraintes de sûreté ;
- Des contraintes opérationnelles du service de la navigation aérienne ;
- De la situation des travaux ainsi que des risques et sujétions qu'ils peuvent entraîner.

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la Décomposition du Prix Global et forfaitaire (DPGF).

3.1.2. Le calcul des décomptes et des acomptes

- Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde.
- Les prestations seront rémunérées au pourcentage de l'avancement réalisé, sur la base du prix global et forfaitaire stipulé dans le marché.
- Les prix indiqués sont détaillés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

3.1.3. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

3.1.3.1. Contenu des factures

Les factures sont en adéquation avec les prestations décrites dans le DPGF et sont adressées au nom du SEAC/PF.

Les factures font apparaître, outre les mentions légales, au moins les indications suivantes :

- Le Nom ou raison sociale du créancier et sa domiciliation,
- La référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers, le cas échéant,
- Les références bancaires
- La référence du marché
- Les références de la facture
- Le nombre d'unités réalisés, le coût unitaire HT et le montant total HT de la prestation suivant les modalités définies dans le présent marché.
- Les taux et les montants de TVA
- Le montant total de la commande HT

3.1.3.2. Dématérialisation des factures

La dématérialisation est une solution de transmission numérique, directe et sécurisée, qui consiste à « poster » les factures sur un portail internet dédié de l'État, « CHORUS PRO », d'où elles sont ensuite acheminées par voie électronique vers le centre de paiement et traitées dans un délai plus court, puisque non assujéti aux aléas postaux ou aux intermédiaires de transmission.

Les seuls « prérequis techniques » nécessaires sont :

- d'être titulaire d'un "compte fournisseur", créé en quelques clics sur le portail lors de la première connexion ;
- d'adresser les factures en simple "PDF" ; ceux-ci pouvant être obtenus y compris au moyen d'outils publics et gratuits.

Il n'y a donc aucun investissement financier nécessaire à l'exploitation de cette solution technique.

Les informations indispensables au dépôt d'une facture par un fournisseur du SEAC/PF dans CHORUS PRO sont :

1. N° SIRET : 12006401900074
2. N° Service Exécutant (SE) : 23
3. Le numéro d'engagement juridique (bon de commande ou marché) court à 10 caractères numériques.

Remarque : Le SEAC/PF est considéré comme un service « hors Etat » dans le portail CHORUS PRO. Le prestataire devra cocher « NON » dans la zone de champ « Le destinataire est-il un service de l'Etat ? »

3.1.3.3. Paiement

Le paiement est effectué à l'issue de l'exécution de la prestation prévue au présent marché, sur présentation :

- de la constatation du service fait et de la réception des travaux,
- d'une facture valant demande de paiement.

Le SEAC/PF se libère des sommes dues par virements effectués par le comptable assignataire de la dépense, Madame l'agent comptable secondaire du budget annexe contrôle et exploitation aérien.

3.1.3.4. Point de départ du délai global de paiement

Le point de départ du délai global de paiement des sommes dues est la date de réception de la demande de paiement (facture) par le service bénéficiaire ou la date d'exécution des prestations, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. A défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux jours qui est retenue.

3.1.3.5. Délai de paiement maximal

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique. Ce délai est susceptible d'être modifié afin de respecter le régime applicable en vigueur sans pour autant donner lieu à la passation d'un avenant.

A défaut de paiement dans ce délai, le titulaire bénéficiera de plein droit et sans autres formalités :

- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros (4 773 CFP) conformément à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique ;
- des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (art. R. 2192-31 du code).

3.1.4. Répartition des dépenses communes de chantier

- Les stipulations du CCAG sont applicables.
- La mise en place de la convention de gestion du compte prorata est à la charge du lot 1.

3.2. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.2.1. *Le marché est à prix global et forfaitaire. Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles 3.2.4*

3.2.2. *Mois d'établissement des prix du marché*

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m0).

3.2.3. *Choix des index de référence*

L'index de référence publié au Journal Officiel de la Polynésie française et choisi pour l'actualisation des prix des travaux du marché est l'index :

BTG 01 .0 – Index général du bâtiment

(Base de référence : Décembre 2010)

3.2.4. *Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables*

Les prix du marché seront actualisés si le délai entre le mois d'établissement des prix et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations est supérieur à trois (03) mois.

L'actualisation des prix est effectuée une seule fois à la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations, en appliquant la formule ci-après :

$$P = P_0 \times (Z / Z_0) \text{ avec}$$

- P : Montant actualisé du marché
- P₀ : Montant initial du marché
- Z₀ : Index au moment de l'établissement des prix
- Z : Index en vigueur trois mois avant la date d'actualisation

Les prix actualisés restent fermes pendant toute la période d'exécution des prestations et constituent le prix de règlement.

3.2.5. *Application de la taxe à la valeur ajoutée*

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.3. Augmentation du montant des travaux

Tout prix nouveau fait l'objet d'une modification du marché.

En l'absence de la décision prévue à l'article 15.4.2 et par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans une modification du marché ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

Ce marché pourra donner lieu à décision de poursuivre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

3.4. Prestations similaires

Le présent marché ouvre le droit à la réalisation de prestations similaires dans le cadre d'un marché ultérieur.

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, ce marché ultérieur pourra être passé sans publicité et sans mise en concurrence avec les titulaires des lots de la présente opération.

Conformément au code de la commande publique, ces prestations similaires devront être contractualisées dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification du présent marché.

4. ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4.1. Délai d'exécution

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à dans l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-après.

- **1 mois : préparation**
- **9 mois GO**
- **9 mois Charpente couverture**
- **9 mois VRD.**

Total : 10 mois

Le démarrage de chacun des délais sera notifié aux entreprises par ordre de service.

La période de préparation sera commune aux lots.

Les interventions de chacun des lots seront conformes au planning d'exécution des travaux.

4.1.1. *Calendrier prévisionnel d'exécution*

Fourni au DCE.

4.1.2. *Calendrier détaillé d'exécution*

A. Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le chargé d'opération en concertation avec les titulaires des différents lots.

B. Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

C. Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le chargé d'opération peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

D. Le calendrier initial visé en A, éventuellement modifié comme il est indiqué en C, est notifié par un ordre de service à tous les titulaires.

4.1.3. Intempéries

Les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après sont réputés comme normalement prévisibles tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après.

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	35 mm par jour	5 jours consécutifs
Température sous abri	+ 35 °C	5 jours consécutifs
Vent	80 km/h	5 jours consécutifs

Conformément à l'article 17.3 du CCAG Travaux, seules les intempéries entraînant un arrêt de travail sur les chantiers réellement constaté seront prises en compte pour une prolongation de délai.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station Météo France Aéroport de Tahiti-Faa'a

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur proposition du titulaire, et le délai d'exécution peut être prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4.2. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Le présent marché ne fait pas l'objet de prime d'avance.

Par dérogation à l'article 19.2 du C.C.A.G Travaux, le titulaire n'est pas automatiquement exonéré des pénalités qui ne dépasseraient pas 1 000€ H.T (ou 120 000 CFP HT).

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. Elles sont déterminées en journées calendaires.

4.2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué aux 4-1.2 A et D ci-dessus.

A. Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire subit la pénalité forfaitaire et/ou journalière suivante : 20 000 F CFP HT par jour de retard calendaire.

B. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de

chaque titulaire sur le chantier

Sans objet.

4.2.2. Pénalités pour atteinte à la sûreté et à la sécurité

En application des sanctions pénales prévues par le Code de l'Aviation Civile et l'arrêté de police applicable sur l'aéroport International de Tahiti Faaa, tout manquement à la sûreté fera l'objet d'un constat de manquement.

Sans préjudice de l'application des sanctions pénales prévues par le Code de l'Aviation Civile et l'arrêté de police applicable sur l'aéroport International de Tahiti Faaa, tout refus d'obtempérer aux directives du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui pourraient mettre en péril la sécurité de la navigation aérienne fera l'objet d'une pénalité de 50.000 F CFP HT (cinquante mille) francs pacifique par infraction constatée, nonobstant les suites judiciaires pouvant être encourues.

4.3. Autres pénalités

Par dérogation à l'article 19.2 du C.C.A.G Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage.

Les dispositions des articles 19.1.1 et 19.1.2 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4.3.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le rapatriement du matériel, des engins, des matériaux inutilisés et du personnel des entreprises ou de leurs sous-traitants sont à la charge des entreprises.

Le repli des installations de chantier, le nettoyage du chantier et de ses abords, l'évacuation des déchets et des matériels sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, les entreprises doivent, dans un délai de quinze jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations sont faites aux frais des entreprises après mise en demeure par ordre de service, avec préjudice d'une pénalité forfaitaire de 30.000 F CFP HT (trente mille) francs pacifique.

4.3.2. Documents fournis après exécution

Par dérogation de l'article 40 du C.C.A.G Travaux, le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) devra être remis le jour des opérations préalables à la réception. En cas de retard dans la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE), l'entrepreneur subira une pénalité de 10.000 F CFP HT (dix mille) francs pacifique par jour calendaire de retard sur les sommes qui lui seront dues.

4.3.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixée à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 30 000 F CFP HT (par jour calendaire).

4.3.4. Pénalités pour remise des documents pendant l'exécution des travaux

Le titulaire encourt une pénalité de 30 000 F CFP HT/jour calendaire et par document, hors projet de décompte, en cas de retard dans la production de documents demandés pendant l'exécution des travaux.

Cette pénalité est applicable, sur simple constatation, à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.

4.3.5. Rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 20.000 F CFP HT.

5. ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Avances

Conformément à l'article R2191-4 du code de la commande publique, une avance est accordée à chaque titulaire des lots de la présente consultation sans minimum de montant.

Si la durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est de 30 % du montant TTC du marché conformément à l'article R2191-7 du CCP.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues au CCAG.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

5.2. Retenue de garantie

Sans objet.

6. ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE ENCHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6.1.1. *Interdiction de l'amiante*

En outre, en application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 96, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une déclaration « en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce, en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 96 relatifs pour le premier au « formulaire de déclaration en vue d'exception à l'interdiction d'amiante » et pour le second « aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

6.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

7. ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par les titulaires contradictoirement avec le maître d'œuvre. Les titulaires gardent la responsabilité de leur piquetage.

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés est à la charge des titulaires.

(Sans objet sur ce présent marché).

7.3. Mesure de sûretés, badges et titres de circulation

Par mesure de sûreté, le site aéroportuaire est découpé en plusieurs zones, avec des accès limités, attribués en fonction des activités des utilisateurs de la plateforme. Les bâtiments du Service de la Navigation Aérienne, la tour de contrôle et la centrale électrotechnique sont classés en zone réglementée, avec restriction d'accès. La circulation des personnes est soumise au port d'un badge. Le contrôle du respect de ces règles de sûreté est assuré par la BGTA.

L'emprise du chantier étant en dehors de ces zones réglementées, aucun badge individuel n'est nécessaire pour l'accès au chantier. Cependant, la route de contournement pour accéder en zone nord de l'aéroport est contrôlée par le concessionnaire aéroportuaire. Des demandes de badge devront être effectuées auprès du SEAC PF.

Si des travaux temporaires en zone réglementée devaient être nécessaires (raccordement électrique par exemple), des badges « visiteurs » devront être demandés (avec un délai minimal de 48H), à titre nominative et sous la responsabilité du chef d'entreprise et son porteur.

La zone de chantier sera à élaborer avec la maîtrise d'œuvre, en coordination avec le chargé de prévention du SEAC PF. Elle devra inclure dans les installations de chantier tous les besoins réglementaires (toilettes, signalisation et balisage, protection des zones de stockages, poubelles de tri etc).

Les mesures en vigueur sont susceptibles d'évoluer en fonction de circonstances imprévisibles et indépendantes de la volonté du maître d'ouvrage.

8. ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies dans l'acte d'engagement.

En dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux, il est fixé une période de préparation d'une durée de 3 semaines comprise dans le délai d'exécution du marché.

La date de commencement des travaux débute à la date fixée par le maître d'œuvre par ordre de service, après que celui-ci ait validé l'ensemble des documents exigés en période de préparation (voir ci-dessous).

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du chargé d'opération :
 - Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécutions en concertation avec les titulaires et la MOE ;
 - Élaboration du calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-dessus en concertation avec les titulaires et la MOE ;
- Par les soins des titulaires :
 - Établissement et mise au point par le titulaire du lot de son SOGED ;
 - Établissement, sous la coordination du chargé d'opération, et présentation au visa du Maître d'Œuvre du programme des études et plans d'exécution, dans le délai de 7 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Il est accompagné :
 - Du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires. Pour les besoins de stockage, de confection et préparation, de base vie, de locaux de chantier et de parking, le maître d'ouvrage met à disposition
 - une partie du terrain du Fare motu Tahiri
 - le sanitaire PMR du bâtiment adjacent.
 - Une arrivée d'eau
 - Des prises électriques du bâtiment adjacent

La sécurité du site n'étant pas garantie, il appartient à chaque titulaire de sécuriser son stockage.

- Du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- Du SOGED ;
- Établissement et remise au Maître d'Œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécutions nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 21 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Pour tous les lots, établissement du Plan de Prévention, après inspection commune organisée par la conseillère de prévention, à l'initiative du titulaire. Cette obligation est applicable à chaque intervenant y compris les sous-traitants. Les plans de prévention doivent être remis à la conseillère de prévention du SEAC/PF dans un délai maximum de 7 jours, à compter du début de la période de préparation ;

Par dérogation à l'article 28.2.2 3ème alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du Maître d'Œuvre.

8.2. Echantillons, notices techniques, pv d'agrément

Le chargé d'opération fixe les dates de production des échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément, dans le cadre d'une annexe au planning détaillé d'exécution.

8.3. Études d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du Maître d'Œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont 1 sous forme de fichier informatique dans les formats demandés par la maîtrise d'ouvrage : Les plans seront remis sous le format dwg, dxf pour Autocad, Word, Excel ou PDF pour les autres documents, sur support numérique de type USB.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études d'exécution de base ou complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux sont sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécutions qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

8.3.1. *Avis du contrôleur technique*

Sans objet.

8.4. Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8.5. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants décrits aux paragraphes 8.5.1 à 8.5.5.

8.5.1. *Installation des chantiers de l'entreprise*

Les installations suivantes seront réalisées **par le titulaire du lot n°1** dans les conditions suivantes :

- Balisage du périmètre délimité pour les besoins du chantier,
- Clôture et portail de chantier,
- Raccordement eau et énergie pour les besoins du chantier.
- Local de rangement du matériel fermant à clé (type container),
- Dispositifs communs de sécurité et de protection des ouvrages et des tiers,
- Nettoyage quotidien du chantier et la base vie,
- La base vie comprenant vestiaires, espace de restauration, et des installations d'hygiène sur le chantier (lavabos, WC, douches).

Pour les besoins de stockage, de confection et préparation, de base vie, de locaux de chantier et de parking, le maître d'ouvrage met à disposition une partie limitée de son foncier dans l'enceinte du chantier et devant le bâtiment DRI, coté mer. Le lot 1 aura la charge de baliser les zones convenablement.

Les zones de stationnement des véhicules situées entre le SNA et le bâtiment DRI, le parking du Manureva ainsi que les stationnements des véhicules de service sont exclusivement réservés au SEAC/PF.

En raison de la configuration du site, les voies d'accès devront rester libres et complètement dégagées pour les services de secours et les véhicules opérationnels. Le stationnement ou le stockage sur les accotements sont interdits.

En raison de la proximité de la piste et des risques aviaires, tous les déchets, de toutes natures qu'ils soient, devront être régulièrement évacués, en particulier ceux susceptibles de s'envoler ou d'attirer des nuisibles.

Il est précisé que la gestion, le gardiennage et la propreté du site est à la charge des entreprises. En cas de vol ou de détérioration, le maître d'ouvrage décline toute responsabilité.

8.5.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8.5.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

- A - Principes généraux
 - La nature et l'étendue des obligations qui incombent aux titulaires relève de l'application des dispositions du Code du Travail ;
 - L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.
- B - Coordonnateur SPS
 - Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le Maître d'Œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers ;
 - En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier ;
 - La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

8.5.4. Mesures de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par points chauds – permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de collage, etc. ..., le titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'ouvrage qui lui délivrera un permis de feu.

L'entrepreneur devra obligatoirement effectuer une ronde deux heures après tous les travaux par points chauds.

b) Protection contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, l'extinction

des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

8.5.5. Engins de levages

Compte tenu de la position géographique du chantier, l'utilisation de grue fixe à tour sera formellement interdite

8.5.6. Planning hebdomadaire et prévention des risques liés aux servitudes aéronautiques.

En raison de la sensibilité du site liée à la sécurité aérienne et aux servitudes aéronautiques :

- Dans le cas d'une grue fixe, son emplacement devra avant le début des travaux être approuvé par le service de la navigation aérienne.
- Dans le cas de grue mobile, les entreprises devront diffuser au maître d'œuvre pour validation par le maître d'ouvrage, un planning faisant apparaître toutes les phases d'interventions prévues sur la semaine pour tous les engins de levage avec les hauteurs de flèche maximum prévue. Tout déploiement devra être autorisé par le service de la navigation aérienne au préalable par une demande formulé 48h avant.

9. ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9.1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9.1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9.1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations des normes homologuées listées au CCTP sont seules applicables.

9.2. Réceptions des ouvrages

9.2.1. Opérations préalables à la réception

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de :

- la réception du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E)
- l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.P.
- la vérification de la bonne réalisation des travaux

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

L'attention du titulaire est appelée sur le fait que la non remise des pièces et documents à fournir par ses soins, conformément au C.C.T.P. fait obstacle à la réception.

9.2.2. Réception

La réception constitue le point de départ :

- Du délai de garantie tel qu'il est défini à l'article 9.4 ci-après,
- Des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du code civil.

La procédure de réception se déroule simultanément pour tous les corps d'état conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G Travaux. Le titulaire est chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, le délai de 20 jours dont dispose le maître d'œuvre pour effectuer les opérations préalables à la réception court à compter de la date la plus tardive entre la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux (ou la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure) du titulaire du lot.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le Maître d'Œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9.3. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance et d'entretien.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au Maître d'Œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers numériques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers numériques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format dwg, dxf pour Autocad et word, excel et pdf pour les autres documents, sur support numérique de type USB.

9.4. Délai de garantie contractuelle l'article 44.1 du CCAG

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2 du CCAG, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, outre les obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'article 41.4 du CCAG, le titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché ;

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b et c ci-dessus ne sont à la charge du titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières éventuellement prévues par les documents particuliers du marché.

Les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions réglementaires.

Si le maître d'ouvrage fait obstacle à la libération des sûretés, il en informe, en même temps, le titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Prolongation du délai de garantie article 44.2 du CCAG :

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6

9.5. Garantie particulière

9.5.1. Garantie particulière de la protection générale contre les termites

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut de la protection générale contre les termites pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des désordres, et les réparations et traitement complémentaires nécessaires pour remédier aux défauts de protection qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9.5.2. Garantie particulière du système de protection des éléments métalliques

Le Titulaire garantit la bonne tenue des systèmes de protection pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet des travaux correspondants.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9.5.3. Garantie particulière des peintures d'imperméabilisation et lasure sur maçonnerie et enduits

Le Titulaire garantit la bonne tenue du système de peinture appliqué et son aspect pendant un délai de 10 ans, à partir de la date d'effet des travaux correspondants.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

9.6. Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement des travaux, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant la responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ; au moyen d'une copie du contrat d'assurances, de ses avenants éventuels et d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie conformément à l'article 9.2 du C.C.A.G Travaux Cette garantie est d'au moins 1 500 000 Euros par sinistre pour les dommages matériels, du même montant minimum pour les dommages immatériels consécutifs ou non, et de 4 500 000 Euros par sinistre pour les dommages corporels.

- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code civil.

10. ARTICLE 10. LITIGES

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable.

À défaut, le litige relève de la compétence du tribunal administratif de la Polynésie Française.

11. ARTICLE 11. RESILIATION

Les dispositions du CCAG Travaux sont les seules applicables.

12. ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge aux articles suivants :

- Article 1.4.2 dérogeant à l'article 3.1 du CCAG Travaux

- Article 1.5.2.4 dérogeant à l'article 8.1 du CCAG Travaux
- Article 2 dérogeant à l'article 4.1 du CCAG Travaux
- Article 3.1.2 dérogeant à l'article 1.4.4.3 du CCAG Travaux
- Article 4.2 et 4.3 dérogeant à l'article 1.9.2 du CCAG Travaux
- Article 8.1 dérogeant à l'article 28.1 du CCAG Travaux
- Article 9.2.2 dérogeant à l'article 41.1 du CCAG Travaux

Lu et accepté par l'entrepreneur

A , le

M.

L'Entrepreneur

(Signature et tampon)